

ORGANISATION MONDIALE  
DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/56

10 décembre 1996

(96-5224)

---

CONFERENCE MINISTERIELLE  
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

GUYANA

Déclaration de S.E. M. Michael Shree Chan  
Ministre du commerce, du tourisme et de l'industrie

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude au gouvernement et au peuple de Singapour pour l'accueil chaleureux qui a été réservé à ma délégation. Je tiens également à dire à quel point nous apprécions la qualité de l'organisation, et celle des

J'invite instamment les pays développés à honorer cet engagement et à se rendre compte que le développement du Sud est indispensable pour que nous soyons en mesure de renforcer les liens commerciaux avec le Nord et donc de tirer le maximum d'avantages de la liberté des échanges.

De nombreux petits pays en développement, comme le Guyana, ont lancé des programmes d'ajustement structurel complets en collaboration avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, de façon à rendre leur économie mieux compatible avec un système économique multilatéral plus libre et plus équitable. Il va sans dire que dans la plupart des cas ces ajustements structurels avaient été mis en place avant la création de l'Organisation mondiale du commerce et l'achèvement du Cycle d'Uruguay.

Pour le Guyana, il n'a pas été facile de mobiliser les forces politiques nationales en faveur de ce programme. En outre, le processus d'ajustement a eu pour effet immédiat d'aggraver encore la situation des couches défavorisées de la population. Le secteur productif quant à lui a dû faire face à l'assaut des importations, que les produits importés soient produits et négociés dans des conditions de concurrence loyale ou non.

La difficulté, dans cette affaire, ne tient pas seulement aux possibilités d'accès aux marchés qui s'offrent, mais à la capacité des divers pays et milieux d'affaires de tirer parti de ces possibilités et d'entrer en concurrence de manière satisfaisante. Tel est l'enjeu du processus d'ajustement, qui est encore plus important pour le développement du secteur privé, moteur de la croissance. C'est lui qui devrait alimenter le genre de développement que nous cherchons à promouvoir ici.

On ne peut pas demander aux petits pays de s'adapter à la libéralisation du commerce mondial comme les pays développés, et la proposition visant à leur accorder une période de transition plus longue a le soutien total de ma délégation. Par ailleurs, la proposition du Directeur général de l'OMC visant à accorder l'entrée en franchise aux importations des petits pays dans les pays développés doit avoir le soutien du Nord et du Sud.

Notre capacité à entreprendre des programmes sociaux et des projets d'infrastructure est gravement compromise par la part démesurée des ressources qui sont affectées au service de la dette. Le Guyana est à cet égard un exemple typique: il a dû affecter 105 pour cent de ses recettes totales au service de la dette et à l'achat de combustibles en 1992; entre 1993 et 1995 ce pourcentage était de 90 pour cent. La charge de la dette en pourcentage des recettes en devises a oscillé entre 30 et 35 pour cent au cours des quatre dernières années. Les apports nets des institutions financières multilatérales de 1993 à 1995 s'établissaient comme suit: 1993: 13,6 millions de dollars EU; 1994: 38,3 millions de dollars EU et 1995: 40,9 millions de dollars EU.

Certains milieux qui voudraient que, dans nos petits pays dont l

Nous croyons au droit des travailleurs de s'affilier à des syndicats et de participer aux négociations collectives. C'est là, à mon sens, tout ce qu'il y a de plus raisonnable dans une société civilisée, ce qui explique pourquoi nous n'avons pas hésité à ratifier et à appliquer diverses conventions de l'Organisation internationale du travail.

En revanche, ce serait faire un pas en arrière dans le processus que nous cherchons ici à consolider que de prendre pour prétexte la protection de l'environnement et les normes du travail pour instituer de nouveaux obstacles au commerce. Cela, nous devons l'éviter à tout prix.

Nous reconnaissons que le processus doit être intégral et complet, mais il